

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Recrudescence des combats au Nord-Kivu : il faut protéger tous les civils

Index AI : AFR 62/027/2004

ÉFAI

Mardi 21 décembre 2004

DÉCLARATION PUBLIQUE

La gravité de la situation dans la province du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ne doit pas faire oublier au gouvernement de transition ni à la communauté internationale les réformes capitales qui visent à protéger les civils et à renforcer la sécurité, a déclaré Amnesty International ce mardi 21 décembre 2004.

Dans cette province, des combats opposent actuellement les forces gouvernementales de la RDC aux troupes dissidentes alliées au RCD-Goma (Rassemblement congolais pour la démocratie, ancien groupe armé d'opposition). En outre, de récentes informations non confirmées font état d'une incursion des Forces de défense rwandaises (FDR). Ces événements compromettent dangereusement les perspectives de paix durable en RDC.

Compte tenu de ces combats, le gouvernement de transition et la communauté internationale doivent de toute urgence poursuivre la mise en œuvre des programmes de désarmement et de démobilisation des combattants et d'intégration de l'armée.

Amnesty International exhorte la force de maintien de la paix des Nations unies, la Mission de l'Organisation des Nations unies en RDC (MONUC), à observer les mouvements de troupes et les transferts d'armes signalés. Pour ce faire, la MONUC doit se déployer en force, notamment à la frontière entre la RDC et le Rwanda, ainsi que dans des zones comme le territoire de Rutshuru, où l'on croit savoir que des soldats et des armes auraient récemment été infiltrés depuis le Rwanda.

La MONUC doit agir conformément à la résolution 1493 adoptée le 28 juillet 2003 par le Conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution autorise les forces de maintien de la paix à recourir à tous les moyens nécessaires afin de protéger les civils confrontés à une menace imminente de violence physique, en Ituri et dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Au cours des opérations militaires ayant opposé ces dernières semaines les forces gouvernementales de la RDC aux troupes dissidentes alliées à l'ancien RCD-Goma

soutenu par le Rwanda, des civils ont été sommairement exécutés et violés, et des villages ont été systématiquement pillés et détruits. Des milliers de personnes ont également été déplacées.

Il importe que toutes les forces en présence s'abstiennent d'attaquer les civils, qui paient déjà un si lourd tribut au conflit.

Par ailleurs, Amnesty International est vivement préoccupée par la montée des tensions ethniques. Tout récemment, dans la ville de Goma, des manifestations organisées dans ce climat de clivages ethniques se sont terminées dans la violence. Dans la province du Nord-Kivu, les populations non rwandophones sont menacées par les forces du RCD-Goma, tandis que dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, les civils considérés comme étant d'origine rwandaise se sentent de moins en moins en sécurité.

L'organisation de défense des droits humains demande que soit assurée la protection de tous les civils, indépendamment de leur origine ethnique.

Complément d'information

Depuis le début du mois de décembre 2004, les combats se poursuivent entre l'armée régulière du gouvernement de la RDC (les FARDC) et les troupes du RCD-Goma soutenues par le Rwanda, dans les territoires de Walikale, Rutshuru et Massisi, dans la province du Nord-Kivu. Tout porte à croire que le Rwanda a renforcé et réapprovisionné les troupes dissidentes du RCD-Goma. En outre, de nombreuses informations signalent que les FDR sont entrées en force en RDC au mois de novembre.

Tout en niant cette incursion, le gouvernement rwandais s'est à maintes reprises déclaré prêt à envoyer de nouvelles troupes en RDC pour lutter contre les forces rebelles rwandaises qui y sont basées. Réagissant à cette déclaration, le président congolais, Joseph Kabila, a annoncé l'envoi de 10 000 soldats supplémentaires dans la province du Nord-Kivu, située dans l'est du pays, à la frontière avec le Rwanda.

Les enjeux dans le Nord-Kivu sont considérables. Le RCD-Goma, de tout temps allié au Rwanda qui lui apporte son soutien, considère cette province comme son bastion. Certains éléments des ailes politique et militaire de ce mouvement manifestent une opposition croissante à l'extension de l'autorité du gouvernement de transition sur cette province. En 2004, le gouvernement a perdu le contrôle du Sud-Kivu. À la suite de quoi les forces dissidentes du RCD-Goma se sont regroupées dans le Nord-Kivu sous le commandement du général Laurent Nkunda,

responsable de multiples atteintes aux droits humains dans le Sud-Kivu.

Chaque jour, nombre d'enfants, de femmes et d'hommes meurent du fait du conflit qui ravage la région depuis 1998. Selon des chiffres récemment publiés par le Comité international de secours, ce conflit a provoqué la mort de 3,8 millions de personnes ; un millier meurent chaque jour – dont une majorité d'enfants victimes de maladies évitables. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>